



LE

15 DE
FRANCE

PACTE LÉGISLATIF 2022 D'OSER LA FRANCE





« LE MOMENT EST VENU DE REGARDER EN FACE LA VRAIE NATURE DES CHOSES, QUI N'EST PAS TECHNIQUE MAIS POLITIQUE, ET DE DIRE OUVERTEMENT, FRANCHEMENT, HONNÊTEMENT, QUELS SONT LES ENJEUX.

IL EST TEMPS QUE CE DÉBAT AIT LIEU. IL EST TEMPS DE MONTRER AUX FRANÇAIS QU'IL Y A PLUSIEURS VOIES POSSIBLES ET QU'ILS ONT LE CHOIX. IL EST TEMPS DE LEUR MONTRER QU'ON LES MÈNE VERS UNE IMPASSE ET QUE L'ESPÉRANCE EST AILLEURS — SELON MOI DU CÔTÉ DE LA NATION QUI EST LA LEUR. »

PHILIPPE SÉGUIN, DISCOURS POUR LA FRANCE

INTRODUCTION

Nous avons foi en la France, alors que notre pays doute de lui-même. En effet, il ne croit plus en ses propres forces, laisse sa jeunesse s'enfuir à l'étranger et se révèle incapable de réguler le communautarisme et l'individualisme qui le minent. **Les Français n'ont plus confiance en leur Etat, ni en leurs représentants.** Ils subissent quotidiennement le dérèglement des institutions, le démantèlement des services publics et le déclassement, en refusant cependant d'admettre leur responsabilité collective.

Un sursaut national est nécessaire. Plus qu'une philosophie politique, **le gaullisme est avant tout un principe d'action.** **Un principe fait de pragmatisme, d'espoir et du refus de la fatalité.**

Les Français souhaitent à la fois une plus grande liberté tout en conservant un Etat protecteur. Nous affirmons que ces aspirations ne sont pas antinomiques. Les libertés individuelles ne sauraient être garanties sans un Etat fort. À force d'adaptations à un cadre supranational européen et d'accommodements politiques, l'équilibre conçu en 1958 a été rompu. **Pour renouer le pacte de confiance entre les Français et leurs dirigeants, il est impératif de réformer nos institutions.**

Notre pays, en voie de déclassement par rapport aux grandes puissances économiques, a également besoin d'être modernisé. Cette modernisation doit passer d'abord par une révision complète d'un élément fondamental qui conditionne notre compétitivité industrielle : notre politique énergétique, en faisant le choix de la réduction de notre dépendance aux hydrocarbures et d'un plan de relance du nucléaire. **Nous affirmons également notre volonté d'un développement économique et social partagé,** par l'instauration d'un protectionnisme d'équilibre pour retrouver une industrie puissante, et au travers de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise.

Nous croyons enfin en la grandeur de notre pays, à son modèle et à son indépendance nationale. Face aux menaces multiples, l'universalisme républicain, la culture française et l'assimilation doivent être préservés face au multiculturalisme et à la culture « woke ». Notre conception de la laïcité doit être défendue contre le modèle anglo-saxon et contre les islamistes qui se servent de nos libertés contre nous. **Notre indépendance stratégique doit enfin demeurer une priorité,** pour ne plus dépendre des politiques de nos alliés.

Parce qu'il n'est plus temps, plutôt que de présenter un catalogue de mesures, **Oser la France fait le choix de mettre sur la table quinze propositions décisives,** des orientations qui doivent être la colonne vertébrale du sursaut et du redressement de la France.

OSER LA FRANCE

1



ÉCOLE :
LE FRANÇAIS,
GRANDE CAUSE NATIONALE

IMMIGRATION :
UN RÉFÉRENDUM POUR
TRANCHER NOTRE AVENIR



2

3



SOUVERAINETÉ :
RAPPELER LA SUPERIORITÉ
DE LA CONSTITUTION

IDENTITÉ :
POUR L'INTERDICTION DU
VOILE



4

5



POLITIQUE FAMILIALE
RESTAURER L'UNIVERSALITÉ DES
ALLOCATIONS FAMILIALES ET
RESPONSABILISER LES PARENTS

10



**AMÉNAGEMENT DU
TERRITOIRE :**
ADOPTER UN PLAN AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE 2027

LOGEMENT :
DÉFENDRE LE DROIT DE
PROPRIÉTÉ



9

8



ÉNERGIE :
ADOPTER UNE NOUVELLE
PPE ET REVALORISER
L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

TRAVAIL :
UN AUTRE CAPITALISME QUI
VALORISE L'HUMAIN ET
RAVALORISE LE TRAVAIL



7

6



DÉMOCRATIE :
RESTAURER LA V^E RÉPUBLIQUE ET
NOTRE DÉMOCRATIE

RÉINDUSTRIALISATION
POUR UN PROTECTIONNISME
D'ÉQUILIBRE



11

12



SANTÉ :
METTRE FIN À LA LOGIQUE
COMPTABLE

DÉFENSE :
SANCTUARISER NOS
CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES



13

14



**JUSTICE
SOCIALE :**
RENDRE LE TRAVAIL PLUS
ATTRACTIF

NUMÉRIQUE :
POUR LA SOUVERAINETÉ
DANS LE DOMAINE
NUMÉRIQUE



15



ÉCOLE

1

LE FRANÇAIS, GRANDE CAUSE NATIONALE

Faire de l'apprentissage du français et des fondamentaux **une grande cause nationale**, notamment **en renforçant les apprentissages fondamentaux du primaire** (lire, écrire, compter, pratique culturelle collective, connaissance de l'Histoire et de la Géographie), **en insistant sur l'instruction civique** et **en proposant d'instaurer** sur la base du volontariat pour les établissements **un examen de français à l'entrée en 6^e** ainsi qu'**une année intercalaire entre le CM2 et la 6^e** de renforcement en français.



IMMIGRATION

2

UN RÉFÉRENDUM POUR TRANCHER NOTRE AVENIR

Proposer un référendum sur une réorientation des principes de la politique migratoire avec notamment : le principe d'un moratoire dans l'accueil des étrangers pour assimiler les présents, **l'abolition du droit du sol**, **la fin du regroupement familial**, **une révision du droit d'asile** en ajoutant la conditionnalité de ne pas avoir commis de crime ou de délit, le renforcement de l'aide publique au développement, des quotas pour l'immigration économique et la mise en place de formations professionnelles pour les mineurs étrangers qui viennent en France avant leur renvoi dans leur pays.



SOUVERAINETÉ

3

RAPPELER LA SUPÉRIORITÉ DE LA CONSTITUTION

Il faut **rappeler la supériorité de notre constitution** sur les sources externes et jurisprudentielles (traités et juges). Nous proposons d'**inscrire dans notre constitution le principe de supériorité de celle-ci aux traités internationaux et au droit européen** et **définir la notion d'identité constitutionnelle de la France** pour que le juge puisse invalider des dispositions européennes trop éloignées de notre identité ou de nos pratiques politiques.

De la même manière, **la compétence de la Cour européenne des droits de l'homme doit être écartée** pour les questions relatives au terrorisme, à l'immigration ou à la sûreté nationale, en accord avec l'esprit de nos autres propositions.



IDENTITÉ

4 POUR L'INTERDICTION DU VOILE

Promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes en interdisant les signes discriminatoires et d'infériorisation de la femme comme le voile islamique dans tous les établissements publics, para-étatiques ou assimilés, pour les agents et les usagers, afin de dépolitiser l'espace collectif.

Pour assurer la neutralité du service public scolaire, **interdire également le port du voile des accompagnateurs scolaires.**



POLITIQUE FAMILIALE

5 RESTAURER L'UNIVERSALITÉ DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET RESPONSABILISER LES PARENTS

Mener une politique résolument favorable aux familles **en restaurant l'universalité des allocations familiales** (sans condition de revenu).

Revoir le traitement fiscal de la famille pour **alléger la charge fiscale lorsque les deux parents travaillent.** Des sanctions pourront être mises en place pour les familles n'inculquant pas volontairement à leurs enfants les règles fondamentales de vie en société, les valeurs de citoyenneté, de solidarité et de respect de l'autorité légitime.



DÉMOCRATIE

6 RESTAURER LA V^E RÉPUBLIQUE ET NOTRE DÉMOCRATIE

Instaurer le septennat présidentiel non renouvelable pour décorrélérer le temps présidentiel et législatif et ainsi redonner son rôle au Parlement.

Opérer une **refonte de l'autorité** (et non du pouvoir) judiciaire. Cette grande réforme de la justice engloberait la question de la **responsabilité des juges** (mise en œuvre de la responsabilité pour faute simple de la fonction de juger), une **refonte du Conseil supérieur de la magistrature** (avec une majorité de non magistrats et la présence de parlementaires honoraires comme membres de droit) et un **renforcement des moyens pour permettre une application réelle des peines.**



TRAVAIL

7

UN AUTRE CAPITALISME QUI VALORISE L'HUMAIN ET REVALORISE LE TRAVAIL

La globalisation a entraîné une pression sur les salaires à la baisse. Face à cela, nous souhaitons **instaurer un véritable intéressement des travailleurs** à la vie économique de leur pays.

Nous appelons à une **baisse de l'impôt sur les sociétés** pour les entreprises acceptant de mettre en place des accords ambitieux de partenariat entre les salariés et les actionnaires avec la distribution d'actions et de dividendes aux salariés : ces accords permettraient une sur-rémunération, liée au capital, qui serait ainsi versée aux salariés et permettrait un meilleur partage de la valeur ajoutée et une augmentation du pouvoir d'achat.



ÉNERGIE

8

ADOPTER UNE NOUVELLE PPE ET REVALORISER L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Adopter une nouvelle Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) en nous donnant comme objectif principal la diminution du recours aux hydrocarbures.

Elle inclurait un **plan de relance du nucléaire en France**, filière industrielle dans laquelle notre pays est historiquement en pointe, avec la prolongation ou le renouvellement des centrales nucléaires existantes (construction de nouveaux EPR), **un moratoire sur l'éolien terrestre et en mer posé**, et une **reventilation des aides publiques** sur les ménages modestes pour abaisser au maximum le coût de la transition écologique.



LOGEMENT

9

DÉFENDRE LE DROIT DE PROPRIÉTÉ

Mettre en place une véritable défense du droit de propriété, pourtant consacré par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

Il s'agirait de créer un délit d'appropriation du bien d'autrui permettant **une réponse pénale vis-à-vis des squatteurs et des locataires indécents de mauvaise foi**, ce qui permettrait de **rééquilibrer la relation entre propriétaires et locataires et d'inciter à l'accession à la propriété**.



AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

10

ADOPTER UN PLAN AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE 2027

Lancer un **plan prévisionnel**, mettant en œuvre une politique ambitieuse de reconquête des territoires, pilotée par le Premier ministre via la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR), avec une politique d'investissement dans les territoires ruraux où les taux de chômage sont les plus élevés, une politique de soutien à l'investissement agricole et la création de zones franches rurales.

Il serait **accompagné d'un plan de défiscalisation destiné à accompagner l'installation des jeunes praticiens** de santé ou de professions réglementées dans les territoires ruraux et d'un volontarisme d'État pour flécher l'installation des grandes entreprises dans les territoires les moins bien dotés économiquement.



RÉINDUSTRIALISATION

11

POUR UN PROTECTIONNISME D'ÉQUILIBRE

L'intérêt national doit à nouveau être mis au premier plan. Nous souhaitons l'**instauration d'un protectionnisme d'équilibre aux frontières** (droits de douane pour venir compenser des différences objectives de niveau social ou écologique entre deux pays afin de rééquilibrer les relations commerciales) et une **renégociation des traités européens pour mettre fin à la compétence exclusive de l'Union européenne sur les traités de libre-échange**.

Le modèle actuel prôné par l'UE (marchés ouverts, liberté des flux de capitaux et marchandises) nous place en position de faiblesse face à des puissances comme les États-Unis ou la Chine qui affirment leur souveraineté.



SANTÉ

12

METTRE FIN À LA LOGIQUE COMPTABLE

Débureaucratiser le système de santé pour réallouer les budgets vers le soin et soulager le monde médical.

Lancer un **grand plan de rénovation des hôpitaux publics**, revaloriser financièrement les métiers du secteur sanitaire et social avec une augmentation du temps de travail mais rémunérée au taux horaire majoré après 18h et les week-ends.

Organiser le retour des hôpitaux de proximité et d'une médecine de proximité/libérale dans les territoires.



DÉFENSE

13

SANCTUARISER NOS CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES

Sanctuariser financièrement notre effort budgétaire au plan militaire mais aussi **protéger l'ensemble des industries nationales de la France prenant part aux activités de Défense** (base industrielle et technologique de défense), notamment en mettant fin aux projets de coopération européens qui transfèrent unilatéralement notre savoir-faire (scaf, char de combat franco-allemand).

Refuser d'appliquer les directives et jurisprudence qui nient la spécificité militaire (application du droit du travail dans les armées ; projet de directive sur les rapports de durabilité des entreprises - Corporate Sustainability Reporting Directive - qui entend s'appliquer au financement de l'industrie d'armement).



JUSTICE SOCIALE

14

RENDRE LE TRAVAIL PLUS ATTRACTIF

Établir un plafond d'aides sociales cumulées (hors politique familiale) équivalent à moins d'un SMIC, refonder le RSA qui ne remplit pas son rôle de retour vers le travail.

Rétablir l'égalité sociale dans l'accès aux soins en matière de reste à charge entre ceux qui cotisent et ceux qui ne cotisent pas à la Sécurité sociale.



NUMÉRIQUE

15

POUR LA SOUVERAINETÉ DANS LE DOMAINE NUMÉRIQUE

Garantir la sécurité de nos données, promouvoir la conservation des données en France et créer une carte d'identité numérique **souveraine**.

NOS PARLEMENTAIRES ET ANCIENS PARLEMENTAIRES



JULIEN AUBERT
Président d'OLF
Député de Vaucluse



BÉRENGÈRE POLETTI
Vice-Présidente d'OLF
Députée des Ardennes



SÉBASTIEN MEURANT
Vice-Président d'OLF
Sénateur du Val-d'Oise



JEAN-PHILIPPE MALLÉ
Vice-Président d'OLF
Ancien Député des Yvelines



PATRICE VERCHÈRE
Secrétaire Général d'OLF
Ancien Député du Rhône



THIBAUT BAZIN
Secrétaire Général Délégué à la jeunesse
Député de Meurthe-et-Moselle



VALÉRIE BOYER
Porte-Parole d'OLF
Sénateur des Bouches-du-Rhône



BERNARD CARAYON
Porte-parole d'OLF
Ancien Député du Tarn



STÉPHANE VIRY
Porte-parole d'OLF
Député des Vosges



BERNARD ACCOYER
Ancien président de l'Assemblée nationale
Ancien député de Haute-Savoie



XAVIER BRETON
Député de l'Ain



BERNARD BROCHAND
Député des Alpes-Maritimes



ALAIN DUFAUT
Ancien Sénateur de Vaucluse



BERNARD FOURNIER
Sénateur de la Loire



PHILIPPE GOSSELIN
Député de la Manche



MICHEL HANNOUN
Ancien Député de l'Isère



YVES HEMEDINGER
Député du Haut-Rhin



ELSE JOSEPH
Sénateur des Ardennes



PHILIPPE MEUNIER
Ancien Député du Rhône



JACQUES MYARD
Ancien Député des Yvelines



JEAN-FRANÇOIS PARIGI
Ancien Député de Seine-et-Marne



JEAN-LUC REITZER
Député du Haut-Rhin



RENÉ-PAUL SAVARY
Sénateur de la Marne



GUY TEISSIER
Député des Bouches-du-Rhône



PHILIPPE VITEL
Ancien député du Var



AVI ASSOULY
Ancien Député des Bouches-du-Rhône



OSERLAFRANCE.FR
CONTACT@OSERLAFRANCE.FR

RETROUVEZ TOUTE NOTRE ACTUALITÉ SUR



[/OSERLAFRANCE.OLF](#)



[@OSERLAFRANCE](#)



[@OSERLAFRANCE](#)